

SYNTHESE DES ATELIERS

Thomas Frinault

AVERTISSEMENT

CE DOCUMENT EST UN DÉBUT DE SYNTHÈSE. SES CONDITIONS DE RÉALISATION, EN DIRECT, N'ONT PAS PERMIS D'ANALYSER DE MANIÈRE EXHAUSTIVE TOUT CE QUI S'EST DIT ET ÉCRIT.

QUEL PROJET DE MANDATURE
SOUHAITEZ-VOUS METTRE EN AVANT?

5 REGROUPEMENTS

Les projets mis en avant se distribuent dans 5 groupes:

1. Autour du lien social et du social
2. Autour du lien citoyen, civique et politique
3. Autour de problématiques d'aménagement
4. Autour d'enjeux institutionnels et organisationnels
5. Autour d'enjeux techniques d'action publique et d'organisation

EXEMPLE DONNÉS AUTOUR DU LIEN SOCIAL ET DU SOCIAL

Lutter contre l'isolement et l'exclusion: création d'un centre intergénérationnel / regroupement dans un même lieu de vie en centre-bourg des personnes isolées avec des logements et un foyer d'animation.

Fête des familles: réunir chaque années des parents qui ont un – nouvel – enfant l'année précédente (fête des mères ou avant) > faire se rencontrer des familles.

Création d'un espace social et culturel commun

Réalisation d'une ABS intercommunale

Commentaire: si l'enjeu est important, c'est que l'ABS est en théorie une figure imposée en droit, mais est une pratique beaucoup plus rare. Beaucoup d'ABS réalisées sont davantage des recensements et des inventaires, que des analyses. Par ailleurs, l'ABS intercommunale permet d'intégrer le social à l'intercommunalité, là où le social est longtemps resté à l'écart des logiques coopératives. Le changement d'échelle participe aussi d'une professionnalisation du social.

LIENS CITOYEN, CIVIQUE, POLITIQUE

Une Journée citoyenne : projet initial d'en organiser une chaque année. Mais une seule a été organisée, en raison d'une difficulté à mobiliser autour de cet évènement.

Projet « Signalétique »: volonté de faire droit à la participation en organisant des réunions de concertation

Mise en place d'un conseil municipal d'enfant (en lien avec les écoles et enseignants)

Comité de programmation tripartite du centre culturel: faire de la culture avec les habitants et non seulement pour les habitants.

LIENS CITOYEN, CIVIQUE, POLITIQUE

Le renforcement de la démocratie locale (promesse énoncée par F. Mitterrand, un des éléments attendus de la décentralisation) peut revêtir trois dimensions:

Une première acception tend à accréditer la thèse d'un renforcement de la démocratie locale par un renforcement du « pouvoir » des élus (livre *Le Sacre des notables*, 1985)

Une seconde acception, centrée sur la représentation politique locale, peut être attentive à l'idée d'une démocratie miroir: idée d'une sphère représentative locale reflétant davantage la diversité du corps électoral (résultats contrastés: progrès de la féminisation / cens socioprofessionnel caché)

Une troisième acception – conception tocquevilienne – considère la démocratie locale comme la possibilité de repenser le rapport entre les élus et la population (idée d'une démocratie continue non suspendue aux temps électoraux) > c'est l'enjeu de la participation.

La participation peut être un objet, comme elle peut être une méthode revendiquée par ailleurs. Il est par exemple fait mention d'un travail collaboratif de préparation budgétaire (davantage un enjeu interne de participation.

ENJEUX TECHNIQUES D'ACTION PUBLIQUE

Ouverture à d'autres maîtres d'ouvrage pour mettre en œuvre un contrat intercommunal de bassin versant > sortir d'une situation de prestation exclusive par la chambre d'agriculture.

Mise en réseau des bibliothèques de l'agglomération: projet initié dans la précédente mandature, avec une méthode participative revendiquée.

Mise en réseau des médiathèques communales

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Réaménagement d'une partie du centre bourg (projet initié dans la précédente mandature)

Aménagement du bourg mettant en avant le besoin d'une densification du bourg (bâtiments, commerces, circulation) avec une réflexion concertée.

ENJEUX INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS

Institutionnaliser un temps d'information au sein de la municipalité sur le rôle et l'actualité intercommunale pour ne pas perdre le fil entre commune et intercommunalité.

Création d'une commune nouvelle (nous savons combien une telle perspective de regroupement bouscule fortement la vie locale, et intéresse les habitants, souvent perdus sur les enjeux plus techniques liés à la décentralisation).

Réorganisation de services communaux

AU CROISEMENT DE PROBLÉMATIQUES

Il est mentionné une réalisation concernant les travaux d'économie d'énergie sur les salles polyvalentes.

Cet exemple est révélateur de l'enchevêtrement des problématiques:

1. Faire des économies d'un côté;
2. Satisfaire un objectif de développement durable

LES DEFIS DE LA PROCHAINE
MANDATURE

DÉFI 1: RAPPORT, LIENS AVEC LA POPULATION

On voit bien que ce thème fait écho à des projets mentionnés (rubrique précédente). Il y a là l'idée d'une participation comme « nouvel art de gouvernement » (cf. Loïc Blondiaux) qui s'ancre – progressivement - dans les esprits.

Même si certaines préconisations mentionnent des formes précises (conseils des jeunes, journée citoyenne), la participation semble devoir encore représenter un mot d'ordre général (faire participer), avec des questions, davantage que des réponses > probablement un besoin d'intégrer ce volet dans l'offre de formation de l'ARIC.

Il s'agit en effet d'appréhender plus finement cet univers hétérogène de la participation, au-delà de l'évènementiel démocratique qu'il constitue parfois: A quoi fait-on participer? Comment sélectionne-t-on les participants? Quelles finalités attendues (politique, sociales, gestionnaires)? Quelles formes d'expression (spontanée, délibération)?

Une préoccupation émise: faire participer pour dépasser la seule expression de critiques. Ceci renvoie à un « vieux » débat sur le passage d'une « démocratie sauvage » (comités de quartier créés dans les villes avec une action très critique à l'endroit des pouvoirs locaux) à une « démocratie d'élevage » (avec une participation réglée par le droit et les politiques) > l'enjeu est de trouver le juste équilibre entre la possibilité d'accueillir d'une expression critique tout en dépassant le seul registre de la déploration.

DÉFI 2: LA PRISE EN COMPTE DES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES

Contrairement à la question du lien et de la participation, peu d'expériences mises en avant avaient mobilisé cet enjeu. Beaucoup de réponses variées ont été données, qui posent ces défis, mais qui se croisent avec d'autres enjeux classiquement sectorisés (la santé, le transport). Nous pourrions identifier deux grands groupes de défis (même si les interdépendances sont évidentes entre):

1/ Un premier ensemble de défis mentionnés concernent principalement des actions autour de la géographie physique, de l'espace, de notre environnement, de nos ressources. Sont mentionnés:

- La montée des eaux (en lien avec la position littorale de territoires bretons)
- La « qualité » des sols: pollution par les pesticides (santé), perméabilité des sols
- La végétalisation des centre-ville (à la fois sur un registre paysager, mais aussi climatique en raison de ses effets vertueux lors des épisodes caniculaires)

DÉFI 2: LA PRISE EN COMPTE DES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES

2/ Un second ensemble de défis recouvrent plus spécifiquement des enjeux autour de l'adaptation de nos comportements et pratiques pour les rendre plus écologiques:

- **Alimentation bio** : santé (et goût?) / avec croisement avec ce qui précède (agir sur la production et la consommation)
- **Les mobilités**: faciliter le covoiturage, l'accessibilité aux gares
- **L'écoconstruction**
- **Logique sur le réseau**: Réfection des réseaux d'eau usée

Enfin, est mentionnée la question d'une pédagogie citoyenne (mobilisation des citoyens) concernant l'exemple du tri-sélectif. Nous retrouvons ici la question du « faire avec la population », qui prolonge la forme plus traditionnelle du « faire pour la population ».

DEFI 3 : COMMENT TROUVER DES MARGES DE MANŒUVRE FINANCIÈRE?

Trois grands types d'actions semblent se dégager des préconisations.

1/ Une action sur les dépenses

Optimiser les dépenses de fonction

Mutualiser les services et les coûts: problématique désormais bien ancrée depuis les années 2000 au sein du bloc local: mutualisation verticale: interco / communes, avec le risque d'une intégration asymétrique interco / commune centre, qui ne se retrouve pas avec les autres communes; mutualisation horizontale entre communes)

Désendettement: il peut ici s'agit de poser la question du délai de désendettement comme condition d'accès au marché du prêt à de meilleurs taux (à l'image des Etats qui empruntent sur les marchés)

2/ Une action sur les recettes, qui peut se résumer par la problématique de l'accès à des concours budgétaires externes:

- partenaires,
- appels à projet
- Les financements participatifs

3/ Une action sur l'expertise

Valoriser la compétences des techniciens (n'est-ce pas déjà le cas?)

DEFI 4 : LES FAÇONS DE TRAVAILLER DANS LES ÉQUIPES MUNICIPALES

D'abord, une forme de confusion est possible > construire avec la population (premier cité dans l'un des cinq ateliers), quand ce défi 4 semble davantage tourner autour d'un management participatif.

Pour le reste, nous avons des propositions qui sont rattachables à la boîte à outils de la Nouvelle gestion publique (dans sa version la moins immédiatement néo-libérale, qui fait elle l'objet de controverses fortes):

D'avantage associer les agents dans les projets (projets politiques / de service) > fonction RH de la NGP;

Développer les outils numériques et de communication: à usage interne / décloisonnement des services > fonction RH de la NGP; à usage externe > fonction stratégique de la NGP.

Attention nécessaire avec les horaires de réunion de travail (Des agents? Des élus?) > déjà intégré dans certaines collectivités pour les agents (ex. du Conseil régional de Bretagne) > problématique de l'articulation entre vie publique (professionnelle) et vie privée, qui fait écho au tableau sur les raisons de l'abandon (enquête CEVIPOF mentionnée dans le premier document).

Mieux transmettre ce qui se fait à l'échelon intercommunal. Il semble en effet important que les différents élus municipaux (comme les agents) disposent tous d'un niveau d'information satisfaisant (et non les seuls élus siégeant dans l'assemblée de l'EPCI).

DEFI 5: LES CONDITIONS DU MAINTIEN DE LA MOTIVATION DES ÉLUS DURANT LE MANDAT

Une formation en début de mandat. Ceci est important pour s'approprier rapidement le mandat. Ce qui suppose d'avoir une formation adaptée, qui n'entre pas directement dans la technicité des dossiers.

Gérer l'emploi du temps

Tenir compte des emplois du temps des élus (vie professionnelle / vie d'élu, et non vie professionnelle / vie privée)

Le travail politique

Réunion de la majorité avant els conseils pour réduire les dissonances possibles qui s'exprimeraient en cours de conseil.

Le partage du travail et des tâches (élus et agents):

Positionnement agents / élus. Cet enjeu est d'autant plus important qu'il est fréquent que des agents se sentent enserrés dans une double filière de direction (administrative et politique)

Déléguer et communiquer

Réduire la lourdeur administrative: c'est à la fois un enjeu central, mais qui apparaît difficilement maîtrisable à l'échelon local.